

Henri Wehenkel

De la formation des élites intellectuelles dans un petit pays (1880-1980)

« Notre système d'éducation doit rester performant, c'est-à-dire que nous devons produire une élite, non pas égoïste centrée sur elle-même, mais motivée à entraîner par son exemple la majorité prête à la suivre sans qu'il y ait un peloton de laissés-pour-compte. » (Emile Haag, ancien directeur de l'Athénée grand-ducal, novembre 2011)

Comment parler d'une élite de façon non élitaire? Pour celui qui utilise le terme, il semble évident qu'il en fait partie et qu'il est inutile d'en dire plus. L'élite vit d'elle-même dans le ciel des abstractions, comme cette « freischwebende Intelligenz » du sociologue Mannheim. Elle ne vient de nulle part et ne va nulle part, elle est immatérielle, vit d'eau claire et d'air pur. Elle se présente au singulier comme si elle craignait d'être relativisée, concurrencée, banalisée. Il y a quelque chose d'aristocratique dans ce terme qui exprime une prétention et comporte une exclusivité.

L'élite est pourtant toujours l'élite de quelque chose, ce qui veut dire que chaque élite renvoie à ce qui n'est pas l'élite et dont elle tire onction et reconnaissance. Il y a toujours plusieurs élites. Il y a l'élite intellectuelle, l'élite économique, l'élite sportive, l'intelligence technique et même l'intelligence manuelle, si cette sorte d'éloge n'est pas une façon de complimenter les perdants. L'élite oblige la non-élite à accepter son jugement et à se déclarer nulle.

Il y a enfin la nécessité de localiser, de nationaliser l'élite. L'élite est luxembourgeoise, dans la mesure où elle est l'élite d'un pays, en l'espèce le Grand-Duché de Luxembourg. C'est ici qu'elle règne et non ailleurs. Cet exclusivisme national est nombriliste, il est la fierté du coq qui règne sur son poulailler. L'élite ignore le monde

Toute élite nationale est une sous-élite, importatrice d'idées qu'elle assimile et recycle sans indication d'origine. Elle vit de bricolage, de contrebande et de pillage.

qui l'entoure et dont elle fait pourtant sa litière. Toute élite nationale est une sous-élite, importatrice d'idées qu'elle assimile et recycle sans indication d'origine. Elle fait son nid d'emprunts, elle vit de bricolage, de contrebande et de pillage.

Le Luxembourg n'a jamais été auto-suffisant ni sur le plan économique ni sur le plan intellectuel. Il y a beaucoup de fatuité à en faire une démocratie à l'athénienne à cause de l'exiguïté de son territoire et du fait que chacun connaît tout le monde. Ce monde n'est pas un univers à part et la proximité de la base est équilibrée par la proximité du sommet et l'étroitesse du contrôle social dans un univers rétréci.

Le fait est que les élites existent. En tant que prétention, en tant que pouvoir d'intimidation, en tant que mécanisme de sélection et d'exclusion. Elles sont installées au cœur de la lutte des classes et des clans, elles vivent de la violence symbolique qui distribue des chances de vie. Pour définir les élites, il faut en faire le tour, chiffres et exemples à l'appui.

La sélection sociale

En 1880, le Luxembourg produisit 34 bacheliers et 10 ans plus tard, 30, un chiffre minimal qui n'évolua guère¹. Ces bacheliers étaient tous des garçons et ils avaient fréquenté l'Athénée de Luxembourg pour les trois quarts. Le nombre des doctorats luxembourgeois atteignait au même moment le chiffre de 11, dont 6 pour le droit, 4 pour les lettres et 1 pour la médecine. L'élite ne se renouvelait guère, elle était une élite censitaire, dont les membres appartenaient aux familles bourgeoises.

La presse de droite² se plaignait pourtant déjà du danger de la formation d'un prolétariat intellectuel qui serait dû à l'assaut incontrôlé des sommets. S'agissait-il d'une idée fixe faisant partie d'un système idéologique fermé ou d'une attitude préventive d'autodéfense d'élites se sentant menacées dans leur exclusivité? L'émigration, qui atteignit son point culminant en 1890, absorbait une part de cette éventuelle sur-

population intellectuelle. L'émigration était aussi une émigration intellectuelle constituée de garçons qui ne terminaient pas le lycée, d'artisans qui voulaient accomplir leur formation professionnelle et de jeunes filles qui voulaient échapper au mariage imposé et aux pensionnats religieux.

La première explosion scolaire eut lieu au tournant du siècle. Le nombre des bacheliers passa à 76 en 1900, à 107 en 1910 et à 149 en 1920. Cette mutation culturelle était en relation avec le développement de l'industrie sidérurgique qui créait des débouchés professionnels et apportait des moyens financiers, elle s'accompagnait de l'arrêt de l'émigration et de la construction d'écoles (Lycée des jeunes filles, École des arts et métiers entre autres).

Il faut attendre les années soixante du siècle dernier pour assister de nouveau à un bond si spectaculaire des effectifs de bacheliers, qui passa de 301 en 1960 à 654 en 1970, un doublement en 10 ans. L'essor économique des trente glorieuses avait apporté un relèvement général du niveau de vie, qui se traduisait en investissement dans les études et l'avenir des enfants. L'explosion scolaire fut marquée par la féminisation des bacheliers (le nombre de filles passait de 20 à 40 %) et des étudiants plus que par l'accès de nouvelles couches sociales à l'enseignement supérieur. Le gouvernement tenta de canaliser cette demande culturelle par toute une gamme de réformes (création des écoles moyennes, formation universitaire des instituteurs, lycées techniques avec bac technique, abolition de la collation des grades).

Le mouvement se poursuivit de façon ralentie pendant les 40 années qui suivirent. Le chiffre des bacheliers atteignit le chiffre de 1 515 en 2009, un peu plus du double des effectifs de 1970. La part des filles dépassait désormais celle des garçons, orientées, il est vrai, dans les filières à culture générale et à moindre impact professionnel. Si l'on tient compte de l'augmentation de la population totale, qui passait depuis 1970 de 330 000 à 500 000, on constate que le mouvement d'émancipation culturelle a atteint des limites. La proportion des bacheliers ne dépasse pas les 30 % d'une classe d'âge. Le chemin parcouru

en 120 ans est néanmoins immense. En se servant du nombre de bacheliers, on arrive à une estimation du nombre des étudiants qui passe de 100 à 8 000 et à un effectif de l'élite qui passe de 1 000 à 60 000.

Le protectionnisme culturel

Une deuxième barrière fermait l'horizon de l'élite luxembourgeoise depuis l'indépendance du pays. En juin 1846, l'Assemblée des États adopta le projet de loi sur les études secondaires et supérieures qui réglementait l'accès aux carrières libérales et aux emplois publics par le système de la collation des grades. Ce système obligeait les étudiants à se présenter tout au long de leurs études à des examens annuels devant des jurys luxembourgeois nommés par le

**L'esprit expérimental, le sens
de la dialectique et l'audace
intellectuelle étaient bannies.
Une scholastique s'installa.
L'indépendance du pays se réalisa
sans l'indépendance de l'esprit.**

roi et sur la base de programmes fixés par la loi. Les doctorats luxembourgeois pouvaient être décernés par des personnes qui elles-mêmes n'étaient pas docteurs. Pour le pouvoir de l'époque, c'était le moyen de garder le contrôle des futures élites par recours au corporatisme d'Ancien Régime. Les futurs médecins décidaient qui était digne d'être médecin, les hommes de droit fabriquaient les juristes et les professeurs les futurs professeurs, par cooptation. Charles-Gérard Eyschen ne cacha pas ses appréhensions : « Nous allons nous couper de la république des lettres. »

La collation des grades créa un mandarinat qui s'appuyait sur le pouvoir conféré par les collègues et donna naissance à une science luxembourgeoise, une philosophie luxembourgeoise, une jurisprudence luxembourgeoise, une médecine luxembourgeoise qui perpétuaient les traditions locales et ignoraient ce qui se passait dans le reste du monde. Les étudiants désireux de réussir se renseignaient sur les attentes des jurys, sur ce qu'il fallait répondre et sur ce qu'il ne fallait pas dire. Leur parcours universitaire se déroulait dans des pérégrina-

tions à travers les villes universitaires, où ils abordaient souvent pour un seul semestre sans pouvoir s'intégrer à la vie universitaire et nouer des relations profondes et durables. Ils se retrouvaient entre eux dans les associations luxembourgeoises, campements provisoires de ce nomadisme intellectuel.

Le système produisit ses effets les plus pervers en médecine, où les examinateurs ne connaissaient souvent plus les techniques et les médicaments utilisés ailleurs qu'au Luxembourg. Il fut le plus efficace pour la sélection des futurs professeurs, qui retrouvaient leurs enseignants de lycée tout au long de leurs études. Ils ne sortaient plus de l'école, n'échappaient plus à la tutelle, ne devenaient jamais adultes, sachant qu'il n'y a pas de risque plus grand que de s'écarter du droit chemin. La pensée à sens unique, répétitive et déductive était de rigueur. L'esprit expérimental, le sens de la dialectique et l'audace intellectuelle étaient bannies. Une scholastique s'installa. L'indépendance du pays se réalisa sans l'indépendance de l'esprit.

Il y avait des exceptions, des étudiants menant une vie parallèle pour concilier une véritable formation universitaire et le bachotage solitaire des examens annuels, mais la pression exercée tout au long de la carrière professionnelle à Luxembourg finissait par avoir raison des ambitions scientifiques et des élans initiaux.

Les piliers idéologiques

Un troisième clivage séparait l'élite luxembourgeoise selon les voies de formation empruntées d'un côté, les disciplines scientifiques dures comportant l'acquisition de techniques précises de l'autre, les études en sciences humaines poursuivant des savoirs plus vastes et plus vagues. Les listes des membres³ dressées avec soin par les deux associations d'étudiants du pays, l'ALUC et l'Assoss (ou AGEL), l'une se réclamant du catholicisme, l'autre de la gauche, nous renseignent sur la répartition par filières. L'ALUC comptait en 1915 128 membres étudiants, l'Assoss 134 (en 1913), ce qui faisait un total de 262 étudiants, à peu près la moitié de la totalité des étudiants. Les chiffres pour l'Assoss de 1918 et 1922 s'élevaient respectivement à

240 et 305, ceux de l'ALUC pour 1930 à 239. Les deux associations étaient largement représentatives du milieu étudiant de 1912 à 1968.

La répartition des étudiants par filières professionnelles n'a guère varié durant cette période. Un tiers des étudiants se destinait à la profession d'ingénieur, un deuxième tiers regroupait à parts égales le droit et la médecine. Les étudiants en lettres, beaux-arts et théologie se partageaient 20 % et, parmi les autres, il y avait les économistes, les pharmaciens, les vétérinaires, les architectes. L'association de gauche dominait parmi les ingénieurs, pour les sciences économiques et commerciales, pour le droit et les beaux-arts, tandis que l'ALUC recrutait davantage parmi les étudiants en lettres et, bien entendu, en théologie. Les futurs médecins se répartissaient de façon équilibrée entre les deux associations.

Ces rapports de force trouvent leur explication si l'on parcourt la liste des anciens étudiants et des membres d'honneur. L'association de gauche était patronnée par les dirigeants de la sidérurgie et les coryphées du barreau. Contrairement à ce que pourrait suggérer l'intensité des luttes scolaires, l'association catholique était restée bien ancrée dans l'enseignement. Cette prédominance au niveau de l'enseignement secondaire pouvait être une conséquence de la montée d'une génération de fils d'instituteurs provenant des régions rurales et marqués par l'attachement à la religion.

L'importance des deux associations tenait au fait qu'elles étaient des organisations

transgénérationnelles, tenant lieu à la fois de milieux de socialisation et de filières d'insertion professionnelle. Elles étaient précédées en amont par les associations de scouts et de jeunesse catholique et suivies en aval par les réseaux liés aux sodalités mariales des pères jésuites et aux loges des frères maçons. Le clivage entre une droite catholique et une gauche laïque et libérale créa deux milieux hermétiquement fermés l'un à l'autre. À l'intérieur de ces blocs idéologiques, on trouvait une certaine marge de manœuvre, on pouvait se réclamer du côté catholique aussi bien de Charles Maurras que de Marc Sangnier, et du côté libéral fleurir avec le communisme tout en préparant sa carrière. Cela ne portait pas à conséquence et était considéré comme une blague d'étudiant⁴. L'éclectisme et le syncrétisme idéologique des élites luxembourgeoises étaient des effets collatéraux du tourisme universitaire.

Les générations d'intellectuels

Les élites se renouvellent et se perpétuent par un système de transmission des pouvoirs lié aux groupes d'âge ou générations, un aspect qui est d'autant plus prononcé que le nombre des personnes concernées est réduit. Pierre Marson⁵ s'est servi du concept de génération tel qu'il a été formulé par Mannheim pour classer les écrivains luxembourgeois. L'analyse, légitime en soi, devient problématique si elle est appliquée aux seuls écrivains et à ceux qui se considèrent comme tels, c'est-à-dire aux noms figurant dans le *Dictionnaire des auteurs*⁶. Pour être concluante, une telle étude devrait porter sur l'ensemble

des personnes qui exercent une influence intellectuelle, normative, en maniant les idées générales. En l'absence d'universités et de maisons d'édition, ce sont les intellectuels intermédiaires qui exercent ce rôle : enseignants, journalistes, politiciens.

Une génération se compose des personnes qui au même moment ont été marquées par un même événement. Chaque génération se scinde au moins en deux groupes antinomiques, car il y a toujours deux façons de réagir à un même événement, deux façons de percevoir le monde. La génération se structure par référence à des maîtres à penser issus des générations précédentes, elle reste unie par une solidarité interne pendant une trajectoire commune et elle a tendance à faire école et à transmettre ses valeurs. La génération se caractérise aussi par la relation qu'elle entretient avec les pouvoirs de décision et de gestion qui lui confèrent ses ressources en moyens d'existence, en temps disponible et en instruments d'expression et de communication ainsi que par les rapports de force internes à chaque génération entre une élite dominante et une élite subalterne.

Pendant tout le XIX^e siècle, les élites libérales ont dominé la vie intellectuelle du pays en s'appuyant sur les pouvoirs économique et politique, et en recrutant dans les professions libérales et commerciales des villes. Cette domination remonte à la Révolution française et elle n'a été interrompue par aucune forme de restauration ou de contre-révolution durable ni en 1815, ni en 1839, ni en 1856. L'élite catholique jouait dans cette répartition du pouvoir un rôle subalterne. Profondément divisée par l'épisode révolutionnaire et la tentative de reprise en main par le vicaire apostolique Jean-Théodore Laurent entre 1841 et 1848, elle s'occupait à catéchiser les villages, les classes populaires et les femmes.

Batty Weber fut la figure emblématique du libéralisme triomphant de l'époque fondatrice de la sidérurgie et de l'indépendance. Né en 1860, fils d'instituteur, sans formation universitaire achevée, il était en même temps éditorialiste, chroniqueur, homme de lettres. Il reprenait l'héritage du poète national Dicks, de l'industriel Norbert Metz et du ministre d'État Paul

Eyschen, il croyait dans la supériorité de l'art de vivre dans un pays libre, indépendant et neutre et ne pouvait pas comprendre que tous ne pensaient pas comme lui. Il n'était sans doute pas un grand penseur, ni un grand écrivain, mais il était aimé et respecté de tous.

Frantz Clément, né en 1882, instituteur de formation et journaliste de vocation, fut le représentant d'un libéralisme de combat et d'éducation populaire. Il partageait les idées de Batty Weber, dont tout le séparait par ailleurs, il se considérait comme le dernier libéral. Il mena une vie précaire, soutenu par des amis plus riches, tout en gardant son indépendance, régna en maître dans les cénacles de bistrot et partit pour de longs séjours à l'étranger. Il fit la jonction entre les professeurs radicalisés par l'affaire Dreyfus (Joseph Tockert, Joseph Hansen, Mathias Esch, Mathias Tresch) et les porte-paroles des mouvements d'émancipation sociale (Michel Welter, Aloyse Kayser, Emile Mark).

De l'autre côté des barricades de la bataille scolaire, une nouvelle génération d'intellectuels catholiques s'investit dans le journalisme de combat et le mouvement associatif, avec les abbés Frédéric Mack (né en 1877) et Jean Origer (1877), les avocats Emile Reuter (1874) et Pierre Dupong (1885). Combinant progressisme social et conservatisme moral, ils défiaient sur ces deux terrains l'hégémonie libérale. Leur travail de reconquête idéologique commença en 1903 par la création des Volkvereine et il s'acheva en 1915 par la conquête du pouvoir politique pour une période qui allait durer 60 ans.

Pendant la période de l'entre-deux-guerres, une deuxième génération d'intellectuels catholiques redéfinissait le discours national sur la base de l'unité entre nation, dynastie et religion. Solidement installés à l'intérieur de l'institution scolaire, les professeurs Nicolas Margue (1888), Josy Meyers (1900), Nicolas Hein (1889) et Nicolas Welter (1871) s'attelaient à la confection de manuels scolaires, tandis que l'abbé Jean-Baptiste Esch (1902) propageait dans la presse catholique et dans les cercles de jeunes militants un programme autoritaire et corporatiste de rechristianisation de la société luxembourgeoise.

Les vétérans libéraux des luttes scolaires ne se faisaient plus guère entendre quand Hitler prit le pouvoir en Allemagne. La gauche antifasciste reprit la défense des valeurs libérales à son compte dans le *Tageblatt*, la *Volkstimme*, la *Tribüne* et l'organe de Front populaire *Die Neue Zeit*. Une nouvelle culture politique humaniste, combative et internationaliste se forma avec l'apport d'écrivains ayant fui l'Allemagne nazie. Parmi les intellectuels de gauche de cette génération, citons les journalistes Nic Molling (1902), Evy Friedrich (1910), Emile Marx (1899), le critique Joseph-Emile Muller (1911) et le professeur Pierre Biermann (1901), auteur d'un manuel d'histoire qui n'a jamais été inscrit aux programmes scolaires.

Les élites luxembourgeoises sont restées enfermées plus longtemps et de façon plus étroite dans un système caractérisé par le malthusianisme, l'autarcie, le compartimentage, le narcissisme.

Les idées de l'abbé Esch sont restées mineures dans les années trente, même dans le milieu catholique, mais elles ont profondément marqué une génération de jeunes militants catholiques qui accédèrent aux postes de responsabilité après la guerre, comme Pierre Grégoire (1907), auteur prolifique et autodidacte, journaliste, éditeur et homme politique, ou Emile Schaus (1903), professeur, fondateur de l'Action familiale et populaire, directeur de l'École normale et ministre de l'Éducation nationale et, dans le domaine artistique, l'abbé Jean-Pierre Schmit (1904), directeur du Conservatoire, ou l'homme de théâtre Eugène Heinen (1914), qui se rattachaient à l'héritage de Nikolaus Welter. Une atmosphère de restauration, de censure et de croisade marqua les années de la guerre froide. Tout auteur suspecté de communisme, d'antifascisme, ou simplement d'existentialisme ou d'avant-gardisme, était exclu des programmes scolaires et banni des comptes rendus de la presse⁸.

Le changement de climat dû aux conséquences de la détente internationale et des révoltes anticoloniales se fit sentir entre 1959 et 1962. Tandis que la direction du

Journal était confiée à Henri Koch-Kent (1906), un ancien des luttes antifascistes, le *Tageblatt* dirigé par Jacques F. Poos (1935), un économiste proche des syndicats, créait de son côté le supplément culturel *Le Phare*, animé par Claude Conter (1929), qui remettait la critique de l'ordre social à l'ordre du jour. Parallèlement, le mouvement étudiant Assoss retrouvait des couleurs dans la lutte contre le service militaire obligatoire et la guerre au Vietnam, appelant à l'unité d'action avec les syndicats et à la critique des paradigmes professionnels.

L'historien Gilbert Trausch (1931) était la personnalité catholique la plus représentative de cette génération. Il fit d'abord figure d'hérétique en rompant avec l'orthodoxie et en cherchant le dialogue avec les milieux de gauche. Trausch suivit une carrière classique qui le mena des jurys d'examen à l'édition de manuels scolaires et à la direction d'instituts culturels. Son esprit œcuménique s'inscrivait dans une perspective politique qui visait à concilier une gauche raisonnable et une droite moderniste autour d'une nouvelle théodicée de l'idée nationale et la justification du modèle luxembourgeois. Penseur politique autant qu'historien, il finit par refermer les portes qu'il avait contribuées à ouvrir.

Les années soixante donnèrent naissance à un mouvement associatif et culturel de grande ampleur, mais aussi au passage de nombreux jeunes intellectuels du milieu catholique vers les rangs de la gauche culturelle et politique, comme Nic. Klecker (1928) et Roger Manderscheid (1933). La gauche retrouvait un pouvoir d'attraction parce qu'elle dépassait la fixation anticléricale en s'attaquant à de nouveaux sujets de contestation. Cette mutation de la gauche qui, dans une première phase, s'était traduite par la redécouverte du capitalisme, du fascisme, de l'impérialisme, mots biffés du vocabulaire de la gauche modérée, donna naissance dans la période post-soixante-huitarde à une gauche morale qui mit au premier plan la lutte pour les droits de l'Homme et le refus de toute censure. L'arrivée au pouvoir en 1974 d'un gouvernement de centre-gauche marqua l'accomplissement et en même temps la fin de ces évolutions. Les mots d'ordre de démocratisation et de

décentralisation de la culture s'opposaient aux rêves de Mai 68 d'une autre culture et d'une autre société.

Beaucoup de choses ont changé en 100 ans. Longtemps, les élites luxembourgeoises se distinguaient des élites du monde entier par l'étroitesse des conditions de leur formation, d'un système scolaire se croyant élitaire, d'une collation des grades engendrant la promiscuité, des blocs idéologico-professionnels. Elles sont restées enfermées plus longtemps et de façon plus étroite dans un système caractérisé par le malthusianisme, l'autarcie, le compartimentage, le narcissisme. Un tel système aurait normalement dû se détruire de lui-même par sa force d'inertie, la connivence de ses coteries, le mariage obscène du pouvoir et de l'intelligence.

Les dissidences

Il y eut des tentatives d'échapper à ce quadruple verrouillage dès le XIX^e siècle, en 1848, en 1864 ou encore en 1871, des soubresauts provoqués par l'exemple étranger, mais qui restaient isolés dans le contexte national, confinés à un milieu professionnel et sans lendemain. Ceux qui les avaient soutenus, comme l'avocat Charles André, l'abbé Haal, l'industriel Godchaux, l'ont fait de façon paternaliste, sans rompre avec leur milieu d'origine. Les rebelles de 1848, de 1864, de 1871 sont demeurés des exceptions, ils ont fini par émigrer ou par se taire. Les débuts du mouvement social-démocrate entre 1903 et 1908 furent prometteurs, mais ils finirent dans les ornières du Bloc des gauches avant d'avoir pu aboutir⁹.

La Première Guerre mondiale donna naissance à une avant-garde littéraire, artistique et politique, dont le centre d'éruption sismique se trouvait à Munich. Pour les étudiants luxembourgeois empêchés de fréquenter les universités françaises, Munich était l'endroit d'une greffe d'éléments provenant des espaces culturels français et allemands, d'une intégration au patrimoine luxembourgeois de l'expressionnisme et du communisme des conseils ouvriers. Cette avant-garde (Pol Michels, Gust Van Werveke) a été à l'origine d'une bohème artistique, dont la production littéraire a débouché sur la satire et l'auto-

dérision après un parcours politique erratique¹⁰. C'est dans le domaine artistique que l'esprit d'avant-garde a conduit au cours des années vingt à la rupture la plus nette, la Sécession qui est symbolisée par Joseph Kutter (1896), dont la figure solitaire et tragique du clown triste résume tout ce qui peut être dit sur notre sujet.

La déception envers les élites complices, incapables de se soustraire à la pression ambiante, complaisantes avec elles-mêmes et se plaisant dans un anticonformisme très confortable et un antiprovincialisme très provincial, a contribué grandement au repli corporatiste du milieu ouvrier. Retenant de Karl Marx le seul message que l'émancipation des ouvriers ne pouvait être que l'œuvre des ouvriers eux-mêmes, ils ont réduit la défense des intérêts ouvriers aux revendications matérielles immédiates, en désignant les intellectuels comme les adversaires principaux.

Tout semble avoir changé. Nous assistons aujourd'hui à une effervescence de productions culturelles. On ne manque pas d'écrivains, de poètes, de philosophes, d'artistes de toutes sortes, on manque tout au plus de véritables lecteurs. Il y a un tel marché de la culture qu'on ne sait plus où commence et où finit la culture et ce qu'on peut encore entendre par culture, par culture nationale ou par accès national à la culture.

Tout ce qui a fait l'étroitesse de notre horizon, tout ce qui a contribué à étouffer les

esprits libres, toute cette rigidité de pensée, ce côté professoral, ces académismes sans cesse renaissants, cette absence d'une critique véritable n'ont pas disparu. Les mentalités et les routines intellectuelles survivent longtemps aux conditions qui les ont engendrées. ♦

1 Stateg : *Statistiques historiques*, 1839-1989

2 Une citation prise au hasard dans le *Luxemburger Wort* du 13.4.1882 : « In Folge der übertriebenen Werthschätzung der Bildung will Niemand mehr unten bleiben in der dienenden Schichte. »

3 *Annuaire de l'AGEL*, 1913, 1917/1918 et 1922; *Academia*, 1915 et 1930.

4 Voir la chanson de Putty Stein, *De lëtzebuenger Student*.

5 Pierre Marson (Mersch) : « Literarische Generationen um 1900 in Luxemburg » in *Centre national de littérature : Livre d'or*, Bielefeld 2010, p. 345.

6 Les dates entre parenthèses après les noms propres indiquent se réfèrent à l'année de naissance.

7 Germaine Goetzinger und Claude D. Conter : *Luxemburger Autorenlexikon*, CNL, Mersch 2007. À consulter également : Georges Hausemer, *Luxemburger Lexikon*, Luxembourg 2006.

8 Josiane Weber : « Produktion und Rezeption deutscher Literatur in Luxemburg » in *Le Luxembourg des années 50*, édité par le Musée d'histoire de la Ville de Luxembourg (sous la direction de Claude Wey), Luxembourg 1999, p. 327.

9 Voir l'histoire de cette dérive dans Janine Wehenkel-Frisch : *Der Arme Teufel, monographie d'un journal socialiste luxembourgeois*, Luxembourg 1978.

10 Gaston Mannes : *Luxemburgische Avant-garde*, Luxembourg 2007.